

RASSEMBLEMENT, DEMAIN MARDI 11 a 14 heures devant l'ARS, rue Amiral Courbet à TARBES.

La crise sanitaire s'invite dans la campagne présidentielle. Comment en aurait-il pu être autrement après deux ans de pandémie ? La gestion de cette crise par Macron est un cas d'école : le capitalisme est incapable de faire face aux grands problèmes de l'humanité. Après des années de saccage de l'hôpital public et de toute protection sociale, leur seule logique aura été de maintenir les profits au détriment de notre santé et de nos libertés.

Une autre politique est possible en rompant avec la logique de ce système : la relance de l'hôpital public en termes matériels et humains, le développement d'une santé de proximité qui associe la population et les soignantEs, la mise sous contrôle de l'industrie pharmaceutique...

Face à la pandémie, l'enjeu est de convaincre, pas de contraindre. Pour ralentir la circulation du virus, d'autres moyens que le contrôle social doivent être mis en œuvre : la distribution de masques, la gratuité et la généralisation des tests, le déploiement de purificateurs d'air dans tous les lieux publics clos (notamment les écoles), des services de santé au plus proche de la population, l'arrêt des activités non essentielles au plus fort des contaminations...

Avec Philippe Poutou, nous portons un programme anticapitaliste pour la santé, un programme qui fait écho aux luttes des soignantEs comme des usagerEs ces dernières années. Reprenons le contrôle !

En finir avec l'hôpital entreprise

Les contre-réformes successives, les suppressions de personnels, l'organisation du travail, les fermetures de sites mettent en péril tout le système hospitalier. Il faut :

- **Former et embaucher 200 000 hospitalierEs et rouvrir 100 000 lits.** Cela passe aussi par l'augmentation des salaires de 400 euros et la baisse du temps de travail, avec un seul week-end par mois travaillé et l'interdiction des heures supplémentaires.
- **Rapprocher les hôpitaux de la population.** Il faut maintenir l'existant et rouvrir des hôpitaux de proximité, en particulier en zones rurales. Nous avons besoin de centres de santé publics et gratuits rattachés aux hôpitaux dans les quartiers et sur tout le territoire.

Pour une industrie pharmaceutique au service de la population

Depuis le début de la pandémie, les profits des fabricants de vaccins ont explosé et, l'année dernière, Sanofi a reversé 4 milliards d'euros à ses actionnaires ! Cette industrie profite de la recherche publique, des crédits d'impôts et de la Sécurité sociale. Cela ne peut plus durer. Il faut :

- **Exproprier les grands groupes de l'industrie pharmaceutique.** Nous devons nous réapproprier les outils de production, sans indemnité ni rachat, sous le contrôle des salariéEs.
- **En finir avec les brevets.** Que ce soit contre le coronavirus, le cancer ou tout autre maladie, il faut lever les brevets pour permettre, quel que soit son pays, d'accéder à une protection et des soins de qualité.

Pour des soins gratuits à 100 %

La santé n'est pas une marchandise et nous devons toutes et tous pouvoir accéder à des soins gratuits à 100%. **La sécurité sociale doit être contrôlée par celles et ceux qui produisent les richesses.**

- **Interdiction des dépassements d'honoraires,** suppression des franchises et des forfaits hospitalier et urgences.
- **Remboursement à 100% de tous les soins et médicaments prescrits** et généralisation du tiers payant, géré par l'Assurance maladie (guichet unique). Un tel programme n'est pas une utopie. Il peut être financé, en particulier en récupérant les profits de l'industrie pharmaceutique et en réduisant drastiquement les prix des médicaments avec la levée des brevets. Le financement de la Sécurité sociale doit en particulier passer par la fin des exonérations de cotisations sociales dites patronales et l'augmentation de celles-ci.

Le NPA65, Tarbes, le 10/01/2022

